

Sur la situation sociale et l'acquis juridique de l'Union européenne

1. Selon vous, quelles sont les priorités les plus pressantes en matière sociale et d'emploi

SOCIALE

- fixation d'un revenu minimum garanti et accès aux biens et services de première nécessité
- mise en oeuvre de la Convention ONU sur les droits des personnes handicapées : trop d'Etats limitent leur aide aux personnes à leurs besoins médicaux et d'assistance primaire (soins, nourriture, entretien ...) alors que la Convention vise l'autonomie de choix de vie et la participation à la société. Sans s'immiscer dans les régimes de protection sociale nationaux, l'Europe devrait clairement conditionner la délivrance des fonds structurels à des projets (humains, de construction, d'emploi...) permettant l'autonomie et l'inclusion, alors qu'actuellement les FSE prennent en charge les frais liés à la construction de résidences services et autres centres qui n'ont pas le souci premier de l'émancipation et de l'inclusion

EMPLOI

soutenir l'emploi des personnes handicapées et malades dans le circuit économique ordinaire en faisant de l'emploi des personnes un critère de développement durable et d'obligation sociétale pour les employeurs, au même titre que les réductions de gaz à effet de serre par exemple

2. A quoi pouvons-nous attribuer les différences de situation sur le plan social et de l'emploi en Europe ?

approche historique, économique et culturelle des fondements sociétaux variables

3. L'acquis de l'UE est-il adapté à la réalité actuelle et l'UE pourrait-t-elle, selon vous, encore l'améliorer?

la diversité des modèles de couverture sociale et des conditions du travail s'accorde difficilement d'une harmonisation tirée vers le haut. Les modèles nationaux de protection sociale s'égratignent et s'imprègnent d'un modèle macro-économique absolument libéral. L'Europe tend de plus en plus à montrer qu'elle ne sera pas sociale. on peut sérieusement se poser la question de l'efficacité d'une telle vision alors que la crise de 2008 continue de produire après 8 ans un nombre croissant de pauvres et d'exclus, en Grèce mais aussi dans tous les pays de l'Union européenne.

L'acquis déçoit les citoyens ; les gouvernements nationaux développent, sous la pression européenne, des politiques d'austérité qui font le lit des mouvements radicaux et séparatistes. Le pilier social doit être renforcé ; les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion des personnes doivent être au cœur du projet européen. C'est le social qui doit devenir un moteur économique et non l'inverse.

Sur l'avenir du travail et des systèmes de protection sociale

4. Quelles sont, selon vous, les tendances les plus génératrices de changement? [Veuillez en choisir au maximum trois dans la liste ci-dessous]

5. Quels seraient les principaux risques et les principales opportunités associés à ces tendances ?

Risques

réponses politiques inadaptées, tardives, insuffisantes et créant de exclusions
enseignement inadapté
filet social insuffisant

Opportunités

nouveaux besoins sociétaux nécessitant des réponses économiques et créatifs d'emplois non délocalisables
création d'un filet social plus fort
enseignement inclusif et porteur
structuration des formes de développement économique circuit court

6. Y-a-t-il des pratiques, existantes ou émergentes, au niveau politique, institutionnel ou entrepreneurial, que vous recommanderiez comme référence ?

projets d'économie sociales à structurer

7. Êtes-vous d'accord avec l'approche décrite dans la communication pour la mise en place d'un socle européen des droits sociaux ?

MAIS la note sous-estime le volet "mise en œuvre"

Le travail n'existe pas tout au long de la vie ; il faut protéger AUTOMATIQUEMENT, DURABLEMENT ET COMPLETEMENT les personnes des périodes d'inactivité, pour quelle que raison que ce soit; L'UE doit exiger dans tous les pays une protection sociale qui réponde à ces exigences de pérennité et d'efficacité.

point 2.3 : sur les principes Ok , dans les faits, en Belgique, exclusion de chômeurs, remise au travail de personnes en incapacité mais non assortie d'obligation d'aménagements raisonnables dans le chef de l'employeur, travail d'intérêt collectif pour les bénéficiaires du CPAS sans couvert d'un contrat de travail.

Le système économique génère de la pauvreté plutôt que de protéger les personnes dans les périodes d'inactivité. les PH sont parmi les premières victimes ; les études soulignent l'importance de la pauvreté qui les touche

point 2.4 : tout à fait OK : les cadres réglementaires existent et sont bons ; dans la pratique, on s'en éloigne de jour en jour dans tous les états . cfr France et Belgique , les nouvelles lois sur la flexibilité du travail avec un pouvoir de décision des employeurs sans contrepartie dans le chef des travailleurs. dans ce contexte, les PH n'ont aucune chance d'insertion professionnelle

Fonds structurels : très bon "outil tremplin" , tout l'art est de le transformer en responsabilisation des employeurs sur le long terme . l'emploi des PH par les FSE n'est pas suffisamment concrétisé (cfr glissement des profils dans les les ETA qui engagent de plus en plus des chômeurs sociaux plutôt que des PH)

"encourager le dialogue social" : on doit se poser la question du véritable rôle des représentants des travailleurs par rapport aux employeurs partenaires sociaux. La question de l'emploi des PH n'est pas souvent abordée dans les discussions sociales. Pour rappel, en Belgique, pas d'obligation d'engager dans privé

page 10 souligne divergence d'intérêts entre citoyens et société : ou!

- 8. Êtes-vous d'accord avec les propositions contenues dans la communication concernant le champ d'application, les domaines et les principes du socle ?**
(Si vous souhaitez formuler des commentaires détaillés sur l'un des vingt domaines, veuillez-vous reporter à la section «Commentaires détaillés par domaine» ci-dessous)

Y a-t-il des aspects qui n'ont pas été repris de manière adéquate ou couverts jusqu'à présent ?

situation des aidants proches
soutien à un vieillissement autonome et intégré dans la société

Plus globalement, l'UE ne doit-elle pas se prononcer sur la place exacte du pilier social sans la construction européenne :

- priorité au même titre que la relance économique ?
- compatibilité avec les mesures d'austérité
- corollaire = soutien aux investissements sociaux de taille ?

- 9. Quels domaines et quels principes seraient primordiaux dans le cadre d'un retour à la convergence dans la zone euro? (Veuillez en choisir cinq au maximum)**

Commentaires :

2 domaines essentiels en plus :
situation des aidants proches
soutien à un vieillissement autonome et intégré dans la société

- 10. De quelle manière faudrait-il les formuler et les rendre opérationnels ? Plus précisément, pensez-vous que des normes minimales ou des critères de référence pourraient s'appliquer et présenteraient une valeur ajoutée dans certains domaines et, dans l'affirmative, lesquels ?**

actions et indicateurs dans tous les domaines

Commentaires détaillés par domaine

Si vous souhaitez formuler des commentaires détaillés sur l'un des domaines, veuillez sélectionner un ou plusieurs éléments dans la liste ci-dessous et compléter les tableaux et les cases prévues pour les observations